

Acheteur public : [Etablissements de Santé et Médico-sociaux](#)

Direction service : [CHU CLERMONT FERRAND](#)

Cahier des charges administratives particulières

Numéro de la consultation : [25GHTA0001](#)

Objet de la consultation : [marché de travaux pour, d'une part, la création d'un bâtiment dit «GM3» sur l'espace libéré par la démolition de l'aile HO et la restructuration des urgences et pour, d'autre part, le désamiantage, l'écêtage et la restructuration de l'aile HC](#)

Sommaire

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Identification	5
1.2 Objet du marché	5
1.3 Allotissement.....	5
1.4 Forme et étendue du marché.....	6
1.5 Fractionnement des prestations	6
1.6 Lieu d'exécution	6
1.7 Langue.....	6
2. INTERVENANTS	6
2.1 Maître d'ouvrage.....	6
2.2 Maître d'œuvre	7
2.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	7
2.4 Contrôleur technique	7
2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) 8	
2.6 Autres intervenants.....	8
3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
4.1 Représentation des parties	10
4.2 Echanges dématérialisés	10
4.3 Durée et délais.....	11
a) Durée du marché	11
b) Reconduction.....	11
c) Délais d'exécution.....	11
• Délais d'exécution global du marché	11
• Période de préparation.....	11
• Délai d'exécution des travaux	11
• Calendrier détaillé d'exécution des travaux	12
• Prolongation du délai d'exécution.....	12
4.4 Modalités d'exécution du marché	13
a) Obligations du titulaire	13
• Obligation de conseil.....	13
• Obligation d'information	13
b) Accès au site.....	13
c) Constat d'état des lieux	14
c) Implantation des ouvrages	15
• Déclaration d'intention de commencer les travaux	15
• Réalisation de travaux à proximité de réseaux.....	15
• Piquetage général	15
• Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	15
• Travaux bruyants et vibrations	16
d) Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits	16
• Provenance des matériaux et produits	16
• Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits	16
e) Appareil de mesure.....	17
4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux	17
a) Période de préparation - programme d'exécution des travaux.....	17
• Période de préparation.....	17
• Organisation - Hygiène et sécurité du chantier	18
b) Exécution des travaux.....	19
• Tâches essentielles	19
• Réunions de chantier	20
• Registre de chantier	20
• Communication chantier	20
c) Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails	21
d) Synthèse	21
e) Equipements, matériaux et produits.....	21
• Fournis par le titulaire	21
f) Nettoyage	21
g) Echantillons.....	22
4.6 Contrôles et réception des travaux.....	22
a) Autocontrôles et visites de fin de travaux	22
b) Essais et contrôles des ouvrages exécutés.....	22
c) Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	22
d) Réception.....	23
• Dispositions générales.....	23

• Dispositions spécifiques applicables au lot 8 REA8	23
e) Mise à disposition anticipées	25
f) Documents fournis après exécution	26
La version numérique sera mise à jour et purgée des dossiers sur le SEDI.	27
4.7 Considérations sociales	27
a) Heures d'insertion	27
b) Engagement insertion	28
4.8 Considérations environnementales	28
• Gestion des déchets	28
• Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier	29
4.9 Bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	29
4.10 Délais	30
4.11 Traitement de données à caractère personnel	30
4.12 Confidentialité et secret des affaires.....	30
4.13 Conflit d'intérêt	31
4.14 Clauses de réexamen	31
4.15 Obligations administratives en cours d'exécution.....	31
4.16 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	32
5. REGIME FINANCIER	35
5.1 Monnaie et TVA.....	35
a) Monnaie.....	35
b) Taux de TVA.....	35
5.2 Forme et contenu des prix	35
5.3 Variation des prix	37
5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes	38
a) Avances	38
b) Acomptes.....	38
c) Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)	38
d) Projets de décompte.....	38
e) Demande de paiement finale	40
Décompte général	40
Décompte général définitif tacite	41
5.5 Intérêts moratoires.....	41
5.6 Modalités de facturation	41
a) Mentions obligatoires	41
b) Transmission des factures.....	42
5.7 Travaux non prévus	42
a) Travaux modificatifs	42
b) Dépassement ou diminution du montant initial des travaux.....	43
c) Clause de revoyure du lot DEM2.....	43
d) Travaux réalisés par le CHU sur les existants pendant la réalisation des travaux du présent marché.....	43
5.8 Prestations similaires	44
5.9 Valorisation des ordres de service	44
5.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	44
6. SOUS-TRAITANCE	45
7. PRIMES, RETENUES ET PENALITES	47
7.1 Primes.....	47
7.2 Retenues	47
7.3 Pénalités	49
a) Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	50
b) Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	50
c) Pénalités liées à la remise des documents	50
d) Pénalités sur la qualité du respect de la charte graphique CHU	50
e) Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS	50
f) Pénalités liées aux considérations sociales	51
f) Autres pénalités	51
g) Plafonnement des pénalités.....	51
h) Seuil d'exonération des pénalités	51
8. GARANTIES	51
8.1 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières	51
a) Garantie de parfait achèvement	51
b) Garanties particulières	52
• garantie décennale.....	52
• Garantie de bon fonctionnement.....	52
• Autres - Garantie particulière de fonctionnement des bras médicaux	53
8.2 Responsabilité et assurances.....	53
a) Responsabilité	53
b) Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	53
c) Assurances de responsabilité civile décennale.....	54

d) Dispositions communes	55
9. RESILIATION.....	55
10. DIFFERENDS ET LITIGES	56
10.1 Différends	56
10.2 Litiges et contentieux	56
11. ANNEXES.....	56
12. DEROGATIONS	56

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Identification

La procédure est portée par :

CHU de Clermont-Ferrand établissement support du Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne

Adresse : 58 Rue Montalembert

Code Postal : 63000

Ville : CLERMONT-FERRAND

Siret : 26630746100019A

Téléphone : 04.73.750.750

1.2 Objet du marché

L'opération porte sur un bâtiment neuf, une réhabilitation de bâtiments.

Le marché a pour objet : marché de travaux pour, d'une part, la création d'un bâtiment dit « GM3 » sur l'espace libéré par la démolition de l'aile HO et la restructuration des urgences, et pour, d'autre part, le désamiantage, l'écroûlage et la restructuration de l'aile HC.

Le marché est un marché de travaux.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 45215100 - Travaux de construction de bâtiments liés à la santé.

1.3 Allotissement

L'opération est allotie de la manière suivante :

- Lot 1 GC1 – Génie civil :
 - Corps d'état n° 11 Installation de chantier
 - Corps d'état n° 12 Terrassements Généraux
 - Corps d'état n° 14 Gros-Œuvre / Structure béton / Curage simple (hors zones amiante)
 - Corps d'état n° 15 Gros-Œuvre / Charpente métallique
 - Corps d'état n° 16 Flocage / Protection feu
 - Corps d'état n° 41 Couverture
 - Corps d'état n° 42 Etanchéité
 - Corps d'état n° 43 Menuiseries Extérieures et portes automatiques
 - Corps d'état n° 44 Murs rideaux
 - Corps d'état n° 45 Vêtures façades
 - Corps d'état n° 51 Menuiseries intérieures
 - Corps d'état n° 52 Métalleries / Serrureries
 - Corps d'état n° 53 Cloisons_Doublages
 - Corps d'état n° 54 Plafonds suspendus
 - Corps d'état n° 56 Revêtements de sol
 - Corps d'état n° 57 Peinture
 - Corps d'état n° 58 Agencement
 - Corps d'état n° 59 Ouvrages architecturaux de radioprotection
- Lot 2 DEM2 – Démolitions : Curage - Désamiantage - Déconstruction

- Lot 3 VRD3 - Voirie et Réseau Divers :
 - Corps d'état n° 31 Voiries
 - Corps d'état n° 32 Aménagements Extérieurs
 - Corps d'état n° 33 Réseaux extérieurs
 - Corps d'état n° 34 Espaces verts
- Lot 4 CVC4 - Chauffage, ventilation et climatisation
 - CVCD
 - Plomberie
 - GTB
- Lot 5 ELEC5 – Electricités
 - Cfa
 - CFo
 - SSI
- Lot 6 ASC6 – Appareils Elévateurs
- Lot 7 PAI7 – Portes automatiques intérieures
- Lot 8 REA8 – Bras médicaux
- Lot 9 PNE9 – Réseau pneumatique
- Lot 10 FLU10 – Fluides médicaux

1.4 Forme et étendue du marché

Le Marché a une forme simple.

1.5 Fractionnement des prestations

Le marché ne comporte pas de tranches.

1.6 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est :

- Hôpital Gabriel Montpied à Clermont-Ferrand, 63 - Puy-de-Dôme (FR-63).

1.7 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

2. INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le CHU de Clermont-Ferrand.

Le service en charge de l'opération est la Direction des Travaux, de l'Environnement et de la Sécurité.

Les personnes représentant le maître d'ouvrage seront désignées par ordre de service.

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par **le groupement Architecture-Studio (mandataire) – Choulet – ITC – Ecocités – ADRET- AVA**

Concernant la loi MOP, se référer aux dispositions suivantes :

- article L.2410.1 et suivants du code de la commande publique (dispositions relatives aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée)
- article R.2431-1 et suivants du code de la commande publique (dispositions relatives à la mission de maîtrise d'œuvre privée)
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé (annexe 20 du CCP) :

(<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/22/ECOM1830228A/jo/texte>)

La mission de base confiée au maître d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

- étude d'esquisse (ESQ) ;
- avant-projet (APS et APD) ;
- projet (PRO) ;
- assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- examen de la conformité au projet des études qui ont été réalisées par l'entrepreneur (VISA).
- direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR);

La mission de base est complétée par les missions complémentaires suivantes :

- ordonnancement, pilotage, coordination (OPC) ;
- mission de synthèse (SYN)

2.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

L'opération fait l'objet d'une coordination SSI assurée par le BET Choulet.

2.4 Contrôleur technique

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par Bureau Veritas Construction – Région Auvergne et comportant les missions suivantes :

- - la sécurité des personnes dans la construction (SEI) ;
- - la prévention des défauts de solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables (L) ;
- - la sécurité des personnes dans la construction en cas de séismes (PS) ;
- - la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés (P1) ;
- - la solidité des existants (LE) ;
- - la stabilité des ouvrages avoisinants (Av) ;
- - l'isolation acoustique (Pha) ;
- - l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (Hand) ;

- - le fonctionnement des installations (F) ;
- - l'isolation thermique et économies d'énergie (Th) ;
- La conformité initiale des installations électriques (ViEL) ;
- Le procès-verbal de recollement des essais Coprec des entreprises (PV)

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage.

2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure relèvent du régime du décret n°92-158 du 20 février 1992 (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail). Les travaux de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil ((articles L. et R. 4532-1 et suivants du code du travail). Les travaux ne relèvent d'aucun régime spécifique en matière de co-activité et de coordination santé sécurité

L'opération de catégorie **1 au sens du code du travail** fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, assurée par **SOCOTEC**.

2.6 Autres intervenants

La Maitrise d'ouvrage s'est adjoint les services des prestataires suivants :

- BIM MOTION pour la mission d'AMO BIM
- Organisme en charge du suivi vibratoire des travaux : sera défini ultérieurement

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le plan général de coordination du coordonnateur de sécurité (PGC) avec le projet de règlement du C.I.S.S.C.T.
- La Note d'organisation de chantier Planning de Réalisation
- Le cahier des données du site
- Le calendrier prévisionnel remplacé par le planning définitif dès sa notification aux titulaires,
- Le cahier des attendus et avis et ses annexes (RICT,PC...),
- Les Prescriptions Communes aux Lots (Notices thermiques, notices acoustiques, Notices SI,.....)
- Le Cahier des Clauses Communes de Chantier
- Le Cahier des Limites de prestations entre lots
- - Les Clauses Techniques Particulières composées des pièces écrites (CCTP) et des pièces graphiques de la maîtrise d'œuvre et leurs annexes,
- - le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- - le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du marché ;
- - le cahier des charges BIM du maître d'ouvrage ;
- - La charte graphique du maître d'ouvrage ;
- Tous les éléments ci-avant, hors CCAG , sont listés dans le document 101002RCTNAD.
- - Les réponses du titulaire aux questions de l'analyse des offres
- - Le mémoire technique du titulaire remis à l'appel d'offres
- - Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (DPGF) ;

Les CCAG et CCTG sont réputés être connus du titulaire, ils ne sont ni communiqués ni signés et la version applicable est celle en vigueur à la date de la remise de l'offre.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles.

Pour ce qui concerne les pièces graphiques, en cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans architecturaux prévalent sur les plans techniques, sachant qu'un complément d'information ou une précision ne constitue pas une contradiction.

En cas de non-concordance entre deux ou plusieurs plans ou documents, l'appréciation en revient d'autorité au mandataire de la maîtrise d'œuvre sans que le titulaire puisse demander une modification du prix et/ ou du calendrier.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'omissions dans le CCTP ou les plans, ses prestations comprenant l'ensemble des éléments prévus par ces documents quand bien même ils n'apparaîtraient que dans l'un ou l'autre de ces mêmes documents.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, postérieurement à la signature du marché, d'une insuffisance de détails ou de conception. Le titulaire déclare expressément prendre en charge la totalité des études nécessaires à la parfaite définition des ouvrages, y compris la production de détails et des ajustements nécessaires. De même, le titulaire déclare expressément prendre en charge l'ensemble des travaux nécessaires à la bonne et complète réalisation de ses ouvrages, que ceux-ci aient été ou non explicitement décrits.

Le titulaire s'engage à exécuter ses travaux et obligations en stricte conformité avec les documents contractuels et, de manière prioritaire, avec les dispositions législatives, réglementaires ou normatives obligatoires en vigueur à la date de la signature du présent marché qu'elles soient européennes, nationales ou locales. Il s'engage en particulier à construire conformément aux règles contenues dans le Code de la construction et de l'habitation et dans le Code du travail, et à faire connaître au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage les prescriptions en matière de construction ou d'équipement qui ne seraient pas aptes à satisfaire à ces obligations.

De plus, pendant l'exécution du chantier, le titulaire doit prendre connaissance de tous les nouveaux textes législatifs et réglementaires, de tous les nouveaux documents techniques ou les décisions jurisprudentielles, pouvant avoir une incidence sur le présent marché et en informer immédiatement le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Enfin, le devoir essentiel du titulaire, en tant que professionnel qualifié, de renseigner et faire toutes observations à la maîtrise d'œuvre, en tenant informé le maître d'ouvrage, s'étend à l'ensemble de l'acte de construire, notamment à la nature des travaux, au choix des matériaux, aux procédés et modes de mises en œuvre, à la maintenance et l'exploitation ainsi qu'à toutes les incidences sur les travaux des autres corps d'état. Avant le démarrage des études et travaux et au cours des travaux, le titulaire doit appeler l'attention de la maîtrise d'œuvre sur les inconvénients, les vices ou malfaçons normalement décelables par un homme de l'Art qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'il est amené à constater dans les documents qui lui ont été remis ou dans les ordres qu'il a reçus. La présence de la maîtrise d'œuvre et/ ou de tout autre intervenant ne le dispense pas de ce devoir essentiel.

Pièces associées

Les documents numériques fournis au titulaire avant ou pendant l'exécution de son marché (en ce compris les maquettes numériques BIM de conception établies par la maîtrise d'œuvre, leur contenu et données y associés), sont communiqués à titre indicatif, sans valeur contractuelle, et constituent une aide à la compréhension du projet et à la réalisation des documents du titulaire. Ils restent la propriété de leurs auteurs.

Le titulaire ne peut utiliser ces données numériques que pour l'établissement de ses propres documents à l'usage exclusif de l'exécution du présent marché. Le titulaire ne saurait se prévaloir, tant à l'égard du maître d'ouvrage que de la maîtrise d'œuvre, d'une contradiction des fichiers numériques avec les pièces du marché, ni même d'une erreur, omission ou insuffisance desdits documents numériques.

4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

Les interlocuteurs chargés du suivi de l'exécution des prestations sont désignés par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché dans les conditions prévues au 2.1 .

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités au représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le maître d'ouvrage sans délai.

4.2 Echanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé via un SEDI (Système d'Échanges de Données Informatisées) qui sera la plateforme RESOLVING permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette plateforme est à la charge et administrée par le mandataire de la maîtrise d'œuvre, les titulaires de chaque lots devront s'y inscrire à leurs frais.

Les modalités des échanges papier, informatisées, matériel sont définies dans le CCTC.

Il est précisé que les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent aussi via cette plate-forme. Les échanges de mail n'ont pas de valeur.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, cependant ils seront toujours signés ; l'absence de signature rend invalides ces documents.

Pour tous les documents (hormis les documents pour VISA) il est retenu que la date de réception ayant valeur est le prochain jour ouvré suivant la date de dépôt sur le SEDI attestée par horodatage. Pour les documents d'Etudes d'exécution soumis au VISA de le MOE, c'est la date de réception par la MOE des documents papier qui est la date retenue.

En complément des dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont notifiés au titulaire par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Si le titulaire émet des réserves il doit les envoyer via la GED après y avoir porté la date à laquelle il a reçu l'ordre de service en question.

Les ordres de service émis et signés par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de

montants, font l'objet d'une signature par le maître d'ouvrage (*ex : prix nouveaux liés à des travaux supplémentaires ou modificatifs, mesures à prescrire pour permettre de déceler les vices de construction présumés...*).

Les observations de suivi d'exécution et les réserves seront attribuées par le groupement de Maitrise d'œuvre aux entreprises titulaires des lots dans le module dédié de la plateforme RESOLVING. Il appartiendra à ces entreprises titulaires de spécifier à la maitrise d'œuvre la demande de levée de ces observations et réserves à travers ce même module.

De manière générale, il est entendu que les entreprises titulaires des lots devront se conformer à tous les processus collaboratifs digitalisés les impliquant, mis en place dans la plateforme RESOLVING par le groupement de Maitrise d'œuvre.

4.3 Durée et délais

a) Durée du marché

La durée du marché est de 72 mois comprenant :

- 60 mois, comprenant la période de préparation de chantier. Ces 60 mois comprennent les phases de travaux selon le planning du DCE :
 - Phase1 : Travaux préparatoires et construction du GM3, dont la durée prévisionnelle est de 25 mois, dont le démarrage sera la notification du Marché, et dont la fin de phase est une Réception
 - Phase 2 : Restructuration et extension des urgences PMT, dont la durée prévisionnelle est de 15 mois, dont le démarrage des travaux fera l'objet d'un OS spécifique, et dont la fin de phase est une Réception
 - Phase 3 : Désamiantage et restructuration du bâtiment HC, dont la durée prévisionnelle est de 20 mois, dont le démarrage des travaux fera l'objet d'un OS spécifique, et dont la fin de phase est la dernière Réception.
- 12 mois de GPA, à l'issue de la réception de la phase 3

Les délais de garantie courent à compter de la réception de chacune des Phases.

Chaque lot est conclu pour la durée des 72 mois ; hors reconduction(s) éventuelle(s).

b) Reconduction

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

c) Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés ci-dessous.

- **Délais d'exécution global du marché**

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution. Le délai global d'exécution est de 60 mois.

- **Période de préparation**

Le marché comprend une période de préparation d'une durée de **2 mois** à compter de notification du Marché.

- **Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est de 58 mois à compter de la fin des 2 mois de préparation de chantier.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

- **Calendrier détaillé d'exécution des travaux**

Le calendrier prévisionnel des études et travaux, figurant au dossier de consultation des entreprises, est établi par l'OPC. Ce calendrier est ensuite adapté par l'OPC en fonction de son analyse des propositions de calendrier d'exécution remises dans leur offre par les titulaires des lots. Il devient le calendrier des études et travaux. Il est intégré aux pièces du marché et constitue le calendrier de référence pour la réalisation du marché et ce, jusqu'à la notification du planning définitif.

Sur la base de ce calendrier contractuel, le titulaire établit ses calendriers provisoires d'études et d'exécution détaillés, en coordination avec l'OPC et les titulaires des autres lots. Il le remet à l'OPC et au maître d'œuvre dans un délai maximal de 2 mois suivant la réception de l'ordre de service de démarrage.

Le calendrier provisoire établi par le titulaire doit, a minima, respecter l'ensemble des tâches et jalons du calendrier contractuel, la maîtrise d'œuvre et l'OPC ayant le droit de demander autant de tâches que nécessaires décrivant les travaux du lot. Tout calendrier provisoire dont la compréhension du chemin critique et le pointage seraient difficiles sera refusé.

A la suite de ces échanges, l'OPC établit le nouveau calendrier contractuel TCE de référence. Il constitue alors le planning définitif. Il est notifié par le maître d'ouvrage au titulaire.

Le titulaire met à jour et complète ses calendriers d'exécution en fonction du planning définitif dans un délai de trente jours suivant sa notification. Il les communique à l'OPC et au maître d'œuvre et les affiche dans la salle de réunion de chantier.

Pendant toutes les périodes de mise au point des calendriers, le titulaire se tient à la disposition de l'OPC, de la maîtrise d'œuvre, du bureau de contrôle et du C.S.P.S. pour donner toutes les explications et pour procéder sans délai aux corrections ou compléments demandés.

L'état d'avancement des tâches est suivi hebdomadairement par le titulaire. Il informe l'OPC et la maîtrise d'œuvre des décalages constatés ou probables ainsi que, le cas échéant, des mesures correctives envisagées. A la demande de l'OPC ou de la maîtrise d'œuvre, le titulaire leur communique sous dix jours, ses calendriers d'exécution mis à jour pour prendre en compte les décalages constatés ou probables. Ils sont affichés dans la salle de réunion de chantier.

Le planning définitif est régulièrement mis à jour par l'OPC en fonction des évolutions du chantier. La mise à jour ne préjuge pas de l'accord de la maîtrise d'ouvrage sur les délais. Dans les dix jours suivants sa diffusion, le titulaire met à jour ses calendriers d'exécution en concordance avec le planning définitif mis à jour par l'OPC. Ils sont affichés dans la salle de réunion de chantier.

Seuls les plannings notifiés par ordres de service sont contractuels.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

- **Prolongation du délai d'exécution**

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, est fixé à 60 jours.

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes naturels mentionné ci-dessous, les délais d'exécution sont prolongés.

La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

La prolongation des délais d'exécution est subordonnée à une intensité et une durée limite définie ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
Pluie	30 mm	24 heures	Station météorologique de Clermont-Ferrand - Aulnat
Vent	90 km/h	24 heures	
Gel (à 7 h le matin)	-3°C	3 heures	
Neige	5 cm	3 heures	

Prévention des risques liés aux épisodes de chaleur intense :

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son forfait toutes les dispositions nécessaires relatives au risques « canicule » et notamment le décret n°2025-482 du 27 mai 2025 et l'arrêté du 27 mai 2025.

4.4 Modalités d'exécution du marché

a) Obligations du titulaire

• Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- solliciter auprès de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Ces devoirs n'exonèrent pas le titulaire de l'obligation du respect du forfait, tous les compléments d'informations, arbitrages, ajustements, ne remettant pas en cause le caractère forfaitaire de l'acte d'engagement.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

• Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

b) Accès au site

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,

- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité)

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures de sécurité lui incombant,
- de l'exploitation du domaine public et des services publics,
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

c) Constat d'état des lieux

Pour chaque phase, et autant que nécessaire un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire, et il est opposable à toutes les parties.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Certains de ces états des lieux pourront, à l'initiative de la Maitrise d'œuvre ou de la Maitrise d'ouvrage être réalisés par Constats d'huissier, en présence des titulaires Maitrise d'œuvre et Maitrise d'ouvrage.

Après exécution des travaux, l'entrepreneur devra remettre en état les ouvrages et abords, conformément aux états des lieux initiaux. Les voies publiques si elles ont été dégradées par le chantier sans que l'on puisse identifier l'entreprise responsable seront réparées par le lot VRD et par le compte prorata, il en sera de même avec des voies privées appartenant au CHU partagées avec le chantier.

Réparation de dégâts aux ouvrages connexes du chantier

Si un titulaire commet une action qui engendre des dégâts aux ouvrages existants qui sont sous la responsabilité du Maître d'ouvrage, il sera établi un constat, le titulaire désigné devra prendre en charge les réparations par le biais de son assurance ou tout autre moyen. Dans le cas où l'entrepreneur refuserait cette prise en charge des dégâts causés, le Maître d'œuvre se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse établie par le Maître d'ouvrage, de faire exécuter leur remise en état aux frais et risques du titulaire. Le montant de ces travaux sera prélevé sur le montant des sommes restant à devoir à l'entrepreneur.

Dans le cas où les dégâts ne peuvent être imputés à une entreprise, les réparations seront imputées au compte prorata.

Réparation de dégâts aux ouvrages du chantier

Chaque titulaire doit la protection de ses propres ouvrages, jusqu'à la Réception. Cependant si un entrepreneur « A » commet des dégâts aux ouvrages déjà réalisés par un autre entrepreneur « B », alors l'entrepreneur B doit demander un constat contradictoire sur le champ en présence des entrepreneurs, de l'OPC et d'un représentant de la MOE.

Les 2 entrepreneurs se doivent de trouver un accord amiable soit par une réparation, soit par une prise en charge des frais de réparation, en activant au besoin les assurances des Entrepreneurs responsables.

Les devis de réparation d'ouvrages sont à adresser par l'entreprise « B » à l'entreprise « A ». Ni la MOE, ni l'OPC ne procéderont à une analyse de devis ou une analyse d'imputation en cours du chantier.

Dans le cas où les dégâts ne peuvent être imputés à une entreprise, l'entrepreneur propriétaire de l'ouvrage doit la réparation au motif qu'il doit la protection de ses ouvrages. Il est cependant en droit de faire valoir ses droits par tout moyen qu'il souhaite (assurance, action judiciaire, etc.) sous réserve que son action ne soit pas de nature à retarder le planning du chantier.

c) Implantation des ouvrages

- Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du Code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître d'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

- Réalisation de travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser. Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux. Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux. Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement. Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur.

- Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire du lot GC1 contrairement avec le maître d'œuvre, pour les ouvrages neufs

- Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux. Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à

exécuter, est effectué, par les titulaires des lots GC1 et VRD3 contradictoirement avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage qui ont convoqué les exploitants des ouvrages.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Il est alors procédé contradictoirement aux relevés puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux.

- Travaux bruyants et vibrations

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des documents dédiés présents dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

d) Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

- Provenance des matériaux et produits

Les **pièces du DCE** fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, dans le cadre de la mission VISA, au minimum deux mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier si le produit rentre dans l'une des 2, ou les 2 conditions ci-dessous :

- n'a pas obtenu un avis favorable préalable de la MOE dans la phase VISA
- fut présenté sans respecter le délai de 2 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement,

- Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits

Les pièces du DCE fixent :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre et l'organisme de contrôle **BUREAU VERITAS** par dérogation au CCAG Travaux. Le DCE précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

1) par dérogation à l'article 24 du CCAG Travaux, si ces essais et vérifications sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés sauf si les résultats des essais révèlent une non-conformité ou une malfaçon, auquel cas ces derniers seront à la charge du titulaire.

2) par dérogation à l'article 24 du CCAG Travaux, si ces essais et vérifications sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage. Si les essais que le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ordonne à un tiers au titulaire révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à sa charge

e) Appareil de mesure

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux

a) Période de préparation - programme d'exécution des travaux

• Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître d'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- Le calendrier d'établissement des documents d'exécution, qui doit respecter le calendrier général de l'opération
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;

- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- Les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.

• Organisation - Hygiène et sécurité du chantier

Installations de chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG travaux. Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées conformément aux indications formulées par la maîtrise d'œuvre, et par l'OPC, le Coordonnateur SPS dans les pièces de marché

Par dérogation aux articles du CCAG-Travaux, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

- Les emplacements désignés sur l'emprise du terrain sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux

Signalisation du chantier

Il fait est application des dispositions de l'article 31.6 du CCAG travaux, à charge du titulaire du lot GC1.

Horaires

Les titulaires sont informés des plages horaires du site dans la note d'organisation de chantier et doivent adapter leurs travaux et livraisons à ces horaires afin de ne pas gêner l'exploitation du site.

Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier

Chaque titulaire est réputé avoir pris connaissance des documents présents dans le DCE qui abordent les nuisances de chantier ainsi que les contraintes vibratoires des fouilles.

De plus, le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits,
- odeurs, fumés, gaz,
- poussières, saletés,
- présence de détritux divers et gravois,
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions,
- ouverture de tranchées,

Environnement

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.
- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est proscrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Travail de nuit - Restrictions fin de semaine et jours fériés

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Poussières

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le maître d'œuvre peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

b) Exécution des travaux

- Tâches essentielles

Les tâches essentielles sont définies à l'article 6 « sous-traitance ».

Le « titulaire » est l'entreprise, ou le groupement d'entreprises représenté par son mandataire, qui conclut le marché pour un lot, avec le maître d'ouvrage. En cas de groupement d'opérateurs

économiques, le cotraitant mandataire exécute la tâche essentielle. La tâche essentielle du titulaire, en tant que professionnel qualifié, de renseigner et faire toutes observations à la maîtrise d'œuvre, en tenant informé le maître d'ouvrage, s'étend à l'ensemble de l'acte de construire, notamment à la nature des travaux, au choix des matériaux, aux procédés et modes de mises en œuvre, à la maintenance et l'exploitation ainsi qu'à toutes les incidences sur les travaux des autres corps d'état.

Lorsque le cotraitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître d'ouvrage.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours. En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Les tâches essentielles ne pouvant pas être sous-traitées sont définies à l'article 6 « sous-traitance ».

- Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu **une fois par semaine** aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

- Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

- Communication chantier

Une démarche de communication de chantier, à la charge du titulaire du lot GC1, est demandée dans les conditions suivantes :

- Réalisation d'un reportage photographique
- Réalisation d'un film de type timelapse

- Organisation de visites de chantier

Le titulaire du lot GC1 doit nécessairement accompagner et diriger les visites qui seraient réalisées à la demande du maître d'ouvrage ou pour le compte de tiers. Il met à cet effet à disposition l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires (bottes, chaussures de chantier, casques, gilets, etc...) en nombre et tailles suffisantes.

Le titulaire du lot GC1 est tenu à un devoir de conseil du maître d'ouvrage, notamment en matière de sécurité des tiers étrangers au chantier et son attention est attirée sur le fait qu'il a tout pouvoir pour interdire l'accès à son chantier s'il estime que les conditions de sécurité minimales nécessaires à une visite de tiers ne sont pas assurées.

c) Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails

. L'élément de mission EXE est confié au titulaire. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation;
- aux ouvrages provisoires;
- aux moyens de chantier.

Ces documents sont à transmettre dans les délais compatibles avec le calendrier de l'opération et des échanges itératifs avant obtention d'un visa favorable de la MOE.

d) Synthèse

Le fonctionnement de la cellule de synthèse et les obligations des titulaires (y compris cotraitants et sous-traitants) sont définis dans l'annexe du CCTC, « Méthodologie de synthèse »

e) Equipements, matériaux et produits

- Fournis par le titulaire

A la demande du maître d'œuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant approvisionnement. L'entreprise aura à sa charge les frais de déplacements nécessaires aux réceptions d'usine pour deux personnes (MOE+MOA)

- TGBT recettage usine
- TD recettage usine

f) Nettoyage

Nettoyage des zones de travail

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux a la charge de l'évacuation et le tri de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités et retenues prévues.

Nettoyage des voies publiques

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais,

les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités et retenues prévues.

Nettoyage fin de chantier :

Le titulaire des lot GC1 doit les nettoyages des zones et locaux avant livraison, y compris du nettoyage hospitalier pour les locaux qualifiés NF S 90-351 et/ ou GMP et du maintien en exploitation hospitalière après qualification jusqu'à la réception définitive des ouvrages

g) Echantillons

Conformément à l'article 24.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de fournir dans un délai de **2 mois** à compter de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, tous les échantillons.

Les échantillons sont entreposés dans le local Echantillon et, le cas échéant, sont présentés dans le cadre du bureau local témoin. Ce local « échantillons » de 20 m² est intégré dans la base vie, à charge du GC1. Ce local comprend étagères métalliques et une table de présentation. Chaque échantillon est attaché à une étiquette indiquant à minima les mentions suivantes : lot, corps d'état, n° article CCTP, codification de la nomenclature.

Lorsque la MOE ou la MOA estiment qu'il faut réaliser des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu...) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

4.6 Contrôles et réception des travaux

a) Autocontrôles et visites de fin de travaux

Selon sa méthodologie de chantier, mais en toute hypothèse avant que ses ouvrages ne soient plus accessibles du fait de la réalisation d'autres travaux et avant la fin de la réalisation de ses travaux, le titulaire procède de son propre chef ou à la demande du maître d'œuvre, aux autocontrôles et essais. Il procède aux rectifications nécessaires et tient à jour des états d'autocontrôle. Ces états d'autocontrôle sont tenus à disposition du maître d'œuvre en temps réel

Lorsqu'il les juge nécessaires, le maître d'œuvre informe le titulaire au moins dix jours à l'avance qu'il va effectuer des visites particulières de fin des travaux. Ces visites peuvent concerner tout ou partie des ouvrages.

Avant le commencement des visites, le titulaire transmet au maître d'œuvre ses états d'autocontrôle, les résultats des essais, effectue les nettoyages de fin des travaux et limite l'accès aux secteurs concernés.

Le titulaire assiste aux visites de fin des travaux lorsqu'il y est convoqué par le maître d'œuvre. Elles font l'objet de fiches de remarques communiquées au titulaire. Elles doivent être suivies sans délai des rectifications nécessaires. Le titulaire tient à jour et communique au maître d'œuvre l'état de résolution des remarques des visites particulières de fin de chantier.

b) Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

Les essais et contrôles sont décrits dans les CCTP.

c) Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations et ouvrages détériorés ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, à la fin de chaque phase (ou sous-phase, ou sous-sous-phase) dans le délai de 7 jours comptés de la date de la décision de réception (ou modalités de MADA) , le titulaire doit avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière selon article 7. du présent CCAP.

d) Réception

• Dispositions générales

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, les phases de travaux suivantes donnent lieu aux réceptions partielles suivantes :

- Phase 1
- Phase 2
- Phase 3

Les délais de garantie (GPA, Décennale) courent à compter de la réception de chacune des phases.

En complément des Réceptions majeures, certains ouvrages feront également l'objet d'une réception par la Maitrise d'ouvrage ou d'une mise à disposition à la Maitrise d'ouvrage :

Pole Electrique niveau SS1 PMT

• Dispositions spécifiques applicables au lot 8 REA8

Les dispositions présentes dérogent aux règles particulières du présent CCAP en ce qu'elles remplacent, pour le lot 8 REA8 – Bras médicaux, les règles applicables aux autres lots en ce qui concerne :

- les opérations de vérification des fournitures,
- les opérations de d'admission, ajournement ou rejet des fournitures

VERIFICATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché, dont en particulier le présent CCAP et le CCTP du lot.

Toutes les vérifications seront effectuées sur des matériels installés dans les locaux du maître d'ouvrage. Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du titulaire pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux du maître d'ouvrage.

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

DECISIONS D'ADMISSION, D'AJOURNEMENT ET DE REJET

Admission :

« L'admission » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la fin des opérations de vérification.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Admission avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

e) Mise à disposition anticipées

Pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, peuvent être mis à la disposition du maître d'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Mise à disposition anticipée simple

La mise à disposition anticipée simple de certains ouvrages ou parties d'ouvrages peut être prescrite par ordre de service au titulaire. Les dispositions de l'article 43 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Mise à disposition anticipée pour installation hospitalière finale

Une mise à disposition anticipée dite « pour installation hospitalière » de certaines zones peut être prescrite par ordre de service au titulaire. Les dispositions de l'article 43 du CCAG-Travaux s'appliquent et sont complétées par les dispositions suivantes.

Cette mise à disposition anticipée permet à la maîtrise d'ouvrage d'installer des équipements particuliers hors marchés de travaux.

Ces mises à disposition sont prévues dans le planning définitif. Elles sont précédées des autocontrôles du titulaire, de visites de la maîtrise d'œuvre et d'un état des lieux contradictoire entre le maître d'œuvre, le titulaire et la maîtrise d'ouvrage.

Un procès-verbal est établi par le maître d'ouvrage (ou ses prestataires, y compris le maître d'œuvre si le maître d'ouvrage en décide ainsi), communiqué au titulaire dans les cinq jours suivant l'état des lieux et signé par le titulaire ainsi que par le maître d'ouvrage. Il constate, le cas échéant, un défaut ou un refus de signature.

Le titulaire doit avoir réalisé les travaux lui incombant dans la zone identifiée à l'étape prévue dans le planning et procédé à l'évacuation des moyens de chantier. L'accès du titulaire à une zone mise à disposition pour installation hospitalière est limité : pour des interventions mineures, pour exercer son droit de suivi des travaux réalisés et pour les opérations nécessaires à la réception des ouvrages.

L'ordre de service prescrit la date de mise à disposition et sa durée laquelle doit intervenir dans les dix jours suivant la signature du procès-verbal par le titulaire ou du constat du maître d'œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un nouvel état des lieux. Entre l'état des lieux et la date de mise à disposition, le titulaire reste gardien des ouvrages.

Après la mise à disposition, lorsque cela est possible (locaux que l'on peut fermer à clé), le maître d'ouvrage ou son prestataire délégué sont les seuls habilités à autoriser l'accès à ces zones. Il en assure le contrôle d'accès, peut imposer des horaires, équipements et/ ou procédures particulières.

Les entreprises intervenant dans ces zones et dans le cadre de ces mises à disposition sont en charge des équipements de protection collective et individuelle ainsi que de l'entretien de

ces zones, à l'exception des conséquences de dommages d'origine extérieure. Elles participent aux charges du chantier telles que définies au CCTC et/ou CCTP installation de Chantier.

A l'issue de la mise à disposition, un état des lieux contradictoire est dressé entre le maître d'œuvre, le titulaire et la maîtrise d'ouvrage et ses prestataires. Il fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre concernant les ouvrages des marchés de travaux communiqué au titulaire et à la maîtrise d'ouvrage dans les cinq jours suivants. Il constate les défauts le cas échéant.

L'entreprise responsable de l'installation des équipements pourra être représentée lors des réunions spécifiques où seront évoqués les éléments et travaux connexes à leurs installations.

f) Documents fournis après exécution

A chaque Réception, par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre, au C.S.P.S. et au Bureau de contrôle, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachés à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets au plus tard le premier jour des OPR.

Il y a donc 3 procédures de DOE :

- Fin de phase 1
- Fin de phase 2
- Fin de phase 3

Et des DOE complémentaires pour les autres réceptions :

- DOE Dévoiement de réseaux
- DOE Pole Electrique niveau SS1 PMT

Concernant le DOE, et toujours par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, la procédure suivante est retenue :

1. Dans les 2 mois suivant la notification de la décision de réception, le titulaire remet, avec une mention « provisoire » :

- Un exemplaire papier du DOE complet au maître d'œuvre,
- Un exemplaire papier des documents nécessaires à l'établissement du DIUO au C.S.P.S.,
- Une version numérique sur le SEDI,
- L'assemblage des maquettes de lots TQC et Les maquettes numériques « TQC » indépendantes.

2. Le maître d'œuvre, le C.S.P.S. et l'AMO BIM, dans un délai d'un mois suivant la remise des dossiers, indiquent au titulaire les pièces qui doivent les compléter ou qui doivent être modifiées.

3. Le titulaire, dans un délai de quinze jours, corrige ses dossiers et remet, suivant les mêmes règles, de nouveaux exemplaires papier et met à jour la version numérique.

4 Si ces nouveaux exemplaires ne sont pas satisfaisants, les phases 2 et 3 de la procédure sont reprises.

5 Le titulaire établit les exemplaires suivants :

Lot	Nbre d'exemplaires
GC1	1 exemplaire numérique 1 exemplaire papier complet
DEM2	1 exemplaire numérique 1 exemplaire papier complet
VRD3	1 exemplaire numérique 1 exemplaire papier complet + 2 exemplaires papier des plans
CVC4	1 exemplaire numérique 3 exemplaires papier complets
ELEC5	1 exemplaire numérique 2 exemplaires papier complets + 2 exemplaires papier des plans et schémas
ASC6	1 exemplaire numérique 1 exemplaire papier complet
PAI7	1 exemplaire numérique 1 exemplaire papier complet
REA8	1 exemplaire numérique 1 exemplaire papier complet
PNE9	1 exemplaire numérique 3 exemplaires papier complets
FLU10	1 exemplaire numérique 1 exemplaire papier complet

La version numérique sera mise à jour et purgée des dossiers sur le SEDI.

Le contenu du DOE et des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est fixé dans les documents particuliers du marché et/ ou dans les autres pièces générales du marché.

Par procédure, l'établissement et la fourniture des DOE peut donner lieu à une retenue de 3% du montant initial du marché et cela dès que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 90% du montant initial du Marché pour la phase, toutes taxes comprises. Cette retenue ne sera restituée au titulaire qu'après remise d'un DOE validé par le maître d'œuvre.

4.7 Considérations sociales

Ce marché fait l'objet d'une clause sociale d'insertion. L'objectif de cette clause est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Cette clause est appliquée différemment selon les lots.

a) Heures d'insertion

Les modalités d'application figurent en annexe à l'Acte d'Engagement

Les titulaires des lots 1, 3, 4 et 5 devront réaliser des heures d'insertion selon les modalités suivantes :

Chaque entreprise attributaire de ces 4 lots :

- Déclare avoir pris connaissance de l'annexe de l'acte d'engagement relative à la clause sociale et notamment aux pénalités relatives au non-respect de l'action d'insertion.
- S'engage à réserver, dans l'exécution du marché,
 - Pour le lot n°1 un minimum de 24 813 heures de travail
 - Pour le lot n°3 un minimum de 785 heures de travail
 - Pour le lot n°4 un minimum de 9 043 heures de travail
 - Pour le lot n°5 un minimum de 8 127 heures de travailnécessaires à la production des prestations pour assurer la mise en œuvre de l'action d'insertion.
- S'engage à transmettre à la demande de la Cellule Emploi Grands Chantiers, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action selon un tableau transmis par la Cellule.

Clermont Auvergne Métropole
Cellule Emploi Grands Chantiers
64-66 avenue de l'union soviétique
63000 Clermont-Ferrand
Téléphone : 04 73 98 35 79
plie@clermontmetropole.eu
Téléphone : 04 73 98 35 79

b) Engagement insertion

Les modalités d'application figurent en annexe à l'Acte d'Engagement

Les titulaires des lots 2, 6, 7, 8, 9 et 10 devront réaliser des actions d'insertion selon les modalités suivantes :

Chaque entreprise attributaire de ces 6 lots :

- Déclare avoir pris connaissance de l'annexe de l'acte d'engagement relative à la clause sociale et notamment aux pénalités relatives au non-respect de l'action d'insertion.
- S'engage à réaliser au moins une des actions décrites dans la même annexe.
- S'engage à transmettre à la demande de la Cellule Emploi Grands Chantiers, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action selon un tableau transmis par la Cellule.

4.8 Considérations environnementales

Le présent marché comprend les considérations environnementales selon la notice HQE jointe au dossier de consultation des entreprises.

- Gestion des déchets

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux et la Notice Déconstruction Désamiantage qui traite du PEMD.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

• Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier

Le titulaire est tenu au respect du Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier (SOGED) relatif à la gestion des déchets de chantier de la « charte chantier à faibles nuisances ». Le SOGED doit être remis pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le titulaire s'engage notamment sur :

- Le pré-tri sur le site des différents déchets de chantier,
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, ...)
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- L'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagés sur le chantier,
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

4.9 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer au maître d'ouvrage leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 2 mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au maître d'ouvrage, au plus tard 2 mois jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent au maître d'ouvrage le lien internet permettant au maître d'ouvrage d'accéder à ce document.

4.10 **Délais**

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

En dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG et sauf indication contraire, les délais sont fixés en jours ouvrés, c'est-à-dire hors samedis, dimanches et jours fériés.

4.11 **Traitement de données à caractère personnel**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le titulaire respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Chaque titulaire est garant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.12 **Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du maître d'ouvrage, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le maître d'ouvrage peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le présent marché concerne des prestations de travaux. Dès lors, de par l'objet-même du marché, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses frais et risques.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par le maître d'ouvrage à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

Le maître d'ouvrage s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

4.13 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

4.14 Clauses de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières et calendaires, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties peuvent convenir, par avenant, des modalités de prise en charge partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Il est précisé que le Titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations prévues à son marché ou prescrites par ordre de service.

4.15 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur le SEDI.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

4.16 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par le maître d'ouvrage ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par le maître d'ouvrage et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du maître d'ouvrage et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le maître d'ouvrage précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle du maître d'ouvrage. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant au maître d'ouvrage d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Ajournement des travaux par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 53 du CCAG travaux, l'ajournement des travaux peut être décidé par le maître d'ouvrage. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 11 dudit CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le maître d'ouvrage précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La fin de l'ajournement est prononcée par le maître d'ouvrage dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

Le maître d'ouvrage ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 13.3. et 13.4. du CCAG travaux.

Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux.

Pour ce faire, il adresse au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

Prolongation du délai d'exécution des prestations ou report du début des travaux

Lorsque la demande de prolongation ou de report émane du titulaire, elle intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées au présent marché (se reporter à l'article « Prolongation du délai d'exécution » du présent document.).

Sur la base de ces éléments, le maître d'ouvrage, après avis formalisé du maître d'œuvre portant sur toutes les conséquences, notamment financières, de la prolongation, peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux, d'une ou plusieurs tranches de travaux ou du report du début des travaux. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution ou de reporter le début des travaux peut également être prise unilatéralement par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux. La décision de prolongation ou de report précise son impact éventuel sur la durée du marché.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, le maître d'ouvrage prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de force majeure. L'indemnisation figure dans le décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2.1 du CCAG Travaux.

Indemnisation

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **30%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au maître d'ouvrage par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les

coûts associés, et leur lien avec l'évènement. Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

5. REGIME FINANCIER

5.1 Monnaie et TVA

a) Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

b) Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.2 Forme et contenu des prix

Les prix des lots sont forfaitaires,

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Sur demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, le titulaire fournit dans un délai (**7 jours**) les sous-détails du prix unitaire qui lui seront demandés.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux (techniques, financières, délais) qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux, que ces sujétions résultent notamment :

Le prix du marché est forfaitaire et réputé inclure, sans exception ni réserve, l'ensemble des charges, sujétions et obligations nécessaires à la parfaite exécution des prestations, notamment :

1. Frais généraux et obligations contractuelles

- Les frais afférents à la réalisation complète des travaux et prestations définis au marché.
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables.
- La cession des droits de propriété intellectuelle conformément au chapitre 6 du CCAG-Travaux, sauf stipulations contraires du présent CCAP.
- Les assurances exigées, dans les limites prévues au présent CCAP.
- Les incidences des avis des bureaux de contrôle, du coordonnateur SPS, du CSPS, et des éventuelles procédures ATEX ou équivalentes.
- Les frais de participation au compte prorata

2. Sujétions techniques et réglementaires

Toutes sujétions liées :

- à l'utilisation du domaine public, aux arrêtés municipaux applicables, et au fonctionnement des services publics,
- à la présence de réseaux (canalisations, conduites, câbles) et aux adaptations nécessaires,
- à la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou à la co-activité avec d'autres intervenants,
- à des phénomènes naturels ou climatiques (pluie, vent, température), dans les limites définies au présent CCAP,
- au respect des règles relatives aux nuisances sonores.

3. Installations de chantier

- L'amenée, l'entretien, la maintenance et le repli du matériel de chantier.
- L'occupation, l'entretien, le chauffage et la ventilation des bases vie ou locaux temporaires.
- Les mesures de sécurité et de circulation autour du chantier.
- Le gardiennage des fournitures, ouvrages ou matériels jusqu'à la réception.

4. Études, plans, maquettes et documents

- Les études d'exécution, y compris tous plans, implantations, relevés et diagnostics nécessaires.
- Les documents techniques attendus : DOE, DIUO, DEM, dossier SSI, etc.
- Les prototypes, maquettes, locaux témoins, 1ers de série et leurs éventuelles démolitions.
- Les maquettes numériques BIM d'exécution, les maquettes TQC, ainsi que les outils numériques de suivi compatibles avec ceux de la maîtrise d'œuvre.
- L'accès et l'utilisation des plateformes numériques d'échange définies au CCTP ou CCCC (ex. EDIFLEX®, SEDI).

5. Déchets, nettoyage et remise en état

- Le tri, l'évacuation, l'élimination et le traitement des déchets, gravats et déblais dans les filières agréées.
- Le nettoyage complet des locaux avant livraison, y compris les nettoyages spécifiques (hospitaliers, GMP, etc.).
- La remise en état des lieux (domaine public ou privé) endommagés par le titulaire.

6. Essais, réceptions et formations

- La réalisation des essais préalables à la réception, y compris ceux exigés par les concessionnaires, le CONSUEL, le COPREC.
- La production des procès-verbaux nécessaires à la mise en service.
- La formation des utilisateurs, selon les dispositions du CCTP.

7. Réparations et responsabilités

- La protection de ses ouvrages pendant le chantier, y compris contre les intempéries ou interventions tierces.
- La réparation ou le remplacement des ouvrages dégradés par sa faute, à l'exclusion de ceux relevant d'autres lots.

8. Autres sujétions

- Le respect des délais, y compris en cas de nécessité de travail en horaires décalés, jours non ouvrés ou en plusieurs postes.
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux relevant du titulaire.
- La réalisation de tous relevés et reportages photographiques mentionnés au CCTC.
- L'établissement de devis ou propositions pour travaux modificatifs demandés par le maître d'ouvrage.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

5.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date limite de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante:

$$P = Po [0,125 + 0,875 (Im/Io)]$$

dans laquelle

P=prix révisé

Po= prix fixé dans l'offre du titulaire

Io=valeur de l'indice/index en vigueur au mois d'établissement des prix

Im = valeur du dernier indice/index publié (qu'il soit provisoire ou définitif) à la date de la révision

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Périodicité de révision des prix :

La révision des prix est appliquée lors du paiement de chaque acompte.

Index de référence

- Lot 1 GC1 – Génie civil : BT01

- Lot 2 DEM2 – Démolitions : BT01
- Lot 3 VRD3 - Voirie et Réseau Divers : TP08
- Lot 4 CVC4 - Chauffage, ventilation et climatisation : 20% BT38 + 40% BT40 + 40% BT41
- Lot 5 ELEC5 – Electricités : BT47
- Lot 6 ASC6 – Appareils Elévateurs : BT48
- Lot 7 PAI7 – Portes automatiques intérieures : BT01
- Lot 8 REA8 – Bras médicaux : BT01
- Lot 9 PNE9 – Réseau pneumatique : BT01
- Lot 10 FLU10 – Fluides médicaux : BT38

5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

a) Avances

Le taux de l'avance est de 25%. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande, portant sur la totalité de l'avance. Une caution personnelle et solidaire ne pourra être substituée à cette garantie.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

b) Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est la suivante : mensuelle.

c) Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Une retenue de 5% est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, dans les conditions fixées à l'article R. 2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par le maître d'ouvrage, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent est désigné dans l'acte d'engagement

d) Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Les situations ne sont pas diffusées sur le SEDI mais sur EDIFLEX conformément au document « Protocole d'échange EDIFLEX » en annexe du CCAP.

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis comme il est indiqué à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Toutefois, la présentation des demandes de paiements et l'échange des informations financières s'effectuent sous forme électronique sur la plate-forme EDIFLEX.

La convention d'inter-échange annexée au présent CCAP définit les conditions d'exploitation EDIFLEX® durant la phase d'exécution du marché.

Pendant la période de préparation des travaux, le titulaire propose à la maîtrise d'œuvre une décomposition du prix des travaux et prestations correspondant à une organisation logique et vérifiable de l'avancement. Les DPGF de chaque corps d'état sont à minima décomposé par Phase et par ouvrage. De plus chaque corps d'état devra faire apparaître le numéro de composant (racine de compte dans le tableau ci-après) pour la comptabilité.

COMPOSANT	Racine de compte	Montant GM3/PMT	Montant HC
Terrassements / Espaces verts	231206		
Désamiantage	231206		
Gros œuvre / Démolitions / Fondations	231206		
VRD Voirie et Réseaux divers	238231		
Menuiserie extérieure	238231		
Serrurerie métallerie	238231		
Cloisons / Menuiseries intérieures	238231		
Electricité courants forts	238231		
Electricité courants faibles	238231		
Plomberie, sanitaires / Fluides médicaux / Désenfumage	238281		
Ascenseurs / Portes automatiques / Pneumatiques	238281		
Chauffage	238281		
Climatisation / Froid	238281		
Façades	238231		
Etanchéité	238281		
Peinture / Revêtements muraux / Faux-plafonds	238281		
Revêtements de sols	238281		
Aménagements intérieurs / Signalétique	238281		

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux, donc, les décomptes sont pris en charge et gérés par le service EDIFLEX qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service EDIFLEX évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier et l'envoi de lettres recommandées. En outre, les dates d'envoi des demandes de paiement par le titulaire, de rectification ou d'acceptation par le maître d'œuvre, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX, font foi. Ces dates valent accusés de réception pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

Enfin, si le maître d'ouvrage n'a pas transmis au titulaire le décompte général, dans un délai de dix jours suivant la mise en demeure du titulaire, le projet de décompte final établi par le titulaire ne devient pas, tacitement, le décompte général et définitif du marché.

Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux. En complément des dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux les projets de décomptes sont accompagnés d'une annexe portant sur la décomposition du montant des travaux de cette facture répartie par corps d'état (composants) et par phase suivant tableau ci-avant.

e) Demande de paiement finale

Décompte général

- 1) Le titulaire établit une demande de paiement final produite qui prend la forme d'un projet de décompte final (articles 12.3.1 du CCAG-Travaux) Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux à l'issue la phase finale de réception. (fin de phase 3)
- 2) Le maître d'œuvre établit un décompte final (articles 12.3.3 du CCAG-Travaux) qui est constitué du projet de décompte final validé ou rectifié par le maître d'œuvre.
- 3) Le maître d'ouvrage établit un décompte général (articles 12.4.2 du CCAG-Travaux). Ce décompte général est issu du projet de décompte général établi par le maître d'œuvre accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage (articles 12.4.1 et 12.4.2 du CCAG-Travaux). Le décompte général, comprend
 - Le décompte final ;
 - L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
 - La récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage.

Lorsque la valeur finale des indices ou index de référence pour la révision des prix n'est pas connue au moment de l'établissement du décompte général, le maître d'ouvrage notifie la dernière valeur connue et notifie la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication ;

A défaut de réponse au projet de décompte final sous trente jours de sa transmission par le titulaire au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, le titulaire peut établir lui-même le décompte général.

- 4) Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :
 - trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
 - trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si le titulaire le signe sans réserve, il devient le décompte général définitif. S'il le signe avec réserves, le désaccord est réglé dans le cadre de la procédure de règlement des différends prévue par les CCAG. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Décompte général définitif tacite.

- Si le titulaire du marché de travaux ne renvoie pas au maître d'ouvrage le décompte général signé dans le délai de 30 jours à compter de la notification du décompte général, ou s'il n'a pas motivé son refus de signer ou ses réserves dans ce même délai, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage devient le décompte général définitif tacite.
- Si le maître d'ouvrage ne notifie pas le décompte général au titulaire du marché de travaux dans le délai prévu au 4), ce dernier notifie au maître d'ouvrage un projet de décompte général comprenant le projet de décompte final, le projet d'état du solde, le projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde (articles 12.4.4 du CCAG-Travaux). Le projet d'état du solde et le projet de récapitulation sont établis « hors révision de prix définitive », c'est-à-dire qu'ils n'engagent pas le titulaire concernant la révision des prix. Ainsi, lorsque la valeur finale des indices ou index de référence ne sont pas connus au moment de l'établissement du projet de décompte général, le projet d'état du solde et le projet de récapitulation prennent en compte la dernière valeur connue.

Suite à cette transmission par le titulaire, si le maître d'ouvrage ne notifie pas le décompte général dans le délai de 45 jours à compter de la réception du projet de décompte général, ce dernier devient le décompte général définitif tacite. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 12.4.2.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

5.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours maximum pour les établissements publics de santé-La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

5.6 Modalités de facturation

a) Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique),
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération le cas échéant,
- le numéro de l'ordre de service le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande,
- le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique),
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

b) Transmission des factures

Voir annexe « protocole EDIFLEX »

5.7 Travaux non prévus

a) Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Sauf mention contraire dans l'ordre de service relatif aux prestations supplémentaires ou modificatives, ces prestations sont réglées sur prix forfaitaires.

Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire, notamment les prix d'unité contenus dans la décomposition, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux. Dans le silence de la décomposition, le titulaire soumet une justification économique du prix unitaire employé.

Le Maître d'œuvre peut exiger de la part des entreprises la transmission sous 2 semaines, des sous-détail de prix unitaires, qu'ils soient des prix unitaires de la DPGF ou des prix unitaires nouveaux proposés par l'entreprise.

Le maître d'œuvre définit ou valide la précision qui doit être apportée à la décomposition des prix nouveaux, cette précision pouvant être supérieure à celle de la décomposition de l'offre financière du titulaire.

Un ordre de service ayant une incidence financière et validé par la maîtrise d'ouvrage est notifié à partir d'une décomposition préparée par le titulaire et validée par le maître d'œuvre et l'OPC pour ce qui concerne les aspects de délais.

b) Dépassement ou diminution du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions ou augmentation limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées par dérogation aux articles 14 et 15 du CCAG-Travaux à 20 % du montant contractuel.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

c) Clause de revoyure du lot DEM2

En ce qui concerne le lot n° 2, les estimations de quantité ont été réalisées d'une part sur la base du rapport provisoire de la mission de repérage amiante avant démolition et d'autre part sur la base du retour d'expérience du désamiantage de l'aile HO qui avait été construite selon les mêmes principes constructifs que HC.

Il n'est raisonnablement pas possible de réaliser le rapport définitif de la mission de repérage amiante avant démolition puisque celui-ci nécessiterait des sondages destructifs impossibles à réaliser dans des locaux en activité qui ne pourront être évacués avant que le bâtiment GM3 soit construit et avant que l'aile HE puisse accueillir des services présents dans HC.

Le rapport définitif de la mission de repérage amiante avant démolition qui sera réalisé par un organisme indépendant arrêtera les quantités définitives.

En conséquence les quantités présentes dans le rapport définitif peuvent être légèrement différentes de celles affichées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Considérant que le marché est à prix global et forfaitaire, si les quantités diffèrent d'une valeur inférieure à + ou - 10 % de celles affichées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, le prix global ne subira aucune modification.

Dans le cas contraire un avenant sera établi sur les bases des prix présents dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour corriger le prix global et forfaitaire.

d) Travaux réalisés par le CHU sur les existants pendant la réalisation des travaux du présent marché

L'évolution des pratiques médicales conduit les établissements hospitaliers à subir de perpétuelles modifications qui, le cas échéant, peuvent interférer avec la réalisation des travaux du présent marché. Ainsi le CHU de Clermont-Ferrand ne peut s'engager à ce que les plans transmis au titre du dossier de consultation des entreprises sous la rubrique « plans des existants » soient le reflet exact de ces mêmes existants au moment où les travaux seront exécutés.

En tout état de cause ces modifications ne devraient être que mineures. Leur prise en compte sera régie par les dispositions suivantes :

- A l'achèvement de travaux modifiant les existants dans le périmètre géographique et technique du présent marché, le maître d'œuvre transmet aux entreprises les documents prenant en compte les modifications mineures sus visées émanant de la maîtrise d'ouvrage.
- Dans le cas où il serait jugé par le maître d'œuvre que ces modifications seraient susceptibles d'avoir des conséquences sur la réalisation des travaux du présent marché, que celles-ci soient calendaires, financières ou techniques, il en informe les entreprises

concernées et organise une réunion en présence du maître d'ouvrage, entre le maître d'œuvre et le ou les titulaire(s). Cette réunion devra définir les conséquences calendaires, financières ou techniques. En cas de désaccord le maître d'ouvrage émettra, sur proposition du maître d'œuvre, un ordre de service qui précisera les dispositions retenues.

Dans tous les cas, le titulaire sera réputé, avant intervention dans la zone considérée, avoir une parfaite connaissance des modifications et de leurs implications.

5.8 Prestations similaires

Sans objet

5.9 Valorisation des ordres de service

Lorsque le maître d'ouvrage prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Le titulaire est tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation que le maître d'œuvre estime incluse dans le Marché.

5.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le maître d'ouvrage.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, seront intégrées dans un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

6. SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Toute demande d'agrément d'un sous-traitant doit être simultanément transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le titulaire devra vérifier que la cession ou le nantissement de ses créances ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant agréé.

Cet acte devra être accompagné d'une copie intégrale sans rature ni omission du contrat de sous-traitance liant le titulaire et le sous-traitant dont il demande l'agrément. Ainsi la demande d'acceptation d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve de la fourniture de cette copie.

De manière simultanée à la transmission de ses demandes d'agrément de sous-traitants au maître d'ouvrage, l'entreprise auteur de cette demande devra transmettre une copie intégrale de sa demande avec tous les documents au maître d'œuvre. L'absence de transmission de la demande au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage constituera une cause de refus d'agrément du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 accompagné de la copie intégrale du contrat de sous-traitance, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), et de l'ensemble des documents permettant de l'agréer (capacités techniques, financières, sociales) et d'accepter ses conditions de paiement il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le fait de refuser un sous-traitant n'engendre aucun droit à une indemnité pour le mandataire, ni aucun droit à une prolongation de délai. Il appartient au mandataire de présenter ses

demandes d'agrément dans des délais anticipés qui permettent des allers-retours, des refus éventuels.

Pour tous les lots, les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Les tâches administratives et financières
- Les participations aux réunions de chantiers
- L'encadrement lors des coupures, basculement des installations

De plus, pour le lot DEM2, les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire : au moins 50% des travaux de curage de la Phase 3 (en termes de volume horaire).

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage dans les mêmes conditions que sa demande d'agrément c'est-à-dire avec une copie intégrale au maître d'œuvre de manière simultanée.

Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est concerné par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI), créé par le règlement (UE) 2022/1031 du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2022.

En application de ce règlement, si le titulaire fait appel à un sous-traitant / des sous-traitants, il est tenu de ne pas sous-traiter plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

Le maître d'ouvrage refuse de signer tout nouvel acte de sous-traitance confiant des prestations à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI dès lors que ce seuil de 50 % est atteint. Le titulaire doit alors assurer lui-même l'exécution des prestations concernées ou faire appel à un sous-traitant originaire d'un pays ne faisant pas l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

Le maître d'ouvrage peut demander au titulaire, tout au long de l'exécution du marché et jusqu'à son terme, un récapitulatif de tous les actes de sous-traitance passés et en cours afin de vérifier que la part du marché sous-traitée à des entreprises visées par une mesure relevant de l'IMPI n'excède pas 50 % de son montant total.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet au maître d'ouvrage un document déclaratif indiquant :

- Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par le maître d'ouvrage depuis le début du marché
- Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée
- La nature et le montant des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant
- Le numéro de TVA intracommunautaire du sous-traitant
- l'origine du sous-traitant, au sens du 1 de l'article 3 du règlement 2022/1031 du 23 juin 2022 (Instrument relatif aux marchés publics internationaux — IMPI) Le titulaire est tenu de fournir ce document autant de fois que le maître d'ouvrage en fait la demande.

Dans le cas où la demande est présentée en cours d'exécution du marché, le titulaire remet au maître d'ouvrage, dans des délais conformes au calendrier et au minimum 6 semaines avant l'intervention du sous-traitant en études ou sur le chantier **en cas de remplacement d'un**

sous-traitant défaillant ou en cas d'urgence uniquement, le délai peut être ramené à 1 semaine après accord du maître d'œuvre) une déclaration de sous-traitance (DC4).

En cas de sous-traitance de plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers, il est appliqué au titulaire du marché une pénalité d'une valeur égale à :10% du montant du Marché.

7. PRIMES, RETENUES ET PENALITES

7.1 Primes

Sans objet.

7.2 Retenues

Une retenue peut être appliquée en raison d'un défaut ou d'un manquement du titulaire, de ses sous-traitants ou de tous intervenants placés sous sa responsabilité. Elle est encourue du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre, l'OPC, l'AMO-BIM ou le C.S.P.S. Le maître d'œuvre propose de déduire les retenues des situations mensuelles. Les retenues sont cumulables. Leur application peut être invalidée par le mandataire du maître d'ouvrage, ce dernier pouvant en appliquer de manière autonome.

Une retenue est notifiée au titulaire ou mentionnée dans un compte-rendu.

Le cas échéant, il appartient au mandataire de répartir la retenue au sein du groupement. L'affectation définie par le mandataire est irréfutable.

Jusqu'à la réception des ouvrages, toutefois, une retenue peut être levée par le maître d'œuvre si ses conséquences n'ont pas affecté la bonne réalisation du chantier, les missions des différents intervenants et si elles n'ont pas généré de dépenses imprévues pour les différents intervenants. Dans le cas contraire, elle est transformée en pénalité et le titulaire reste tenu par les conséquences directes et indirectes de son défaut ou manquement. La levée totale ou partielle d'une retenue s'applique sur la situation dès sa validation par le mandataire du maître d'ouvrage.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas pris en compte pour le calcul des retenues.

En cas de récidive les retenues peuvent faire l'objet d'une majoration de 50%

Retenues confirmées

Toutes les retenues qui n'auraient pas été levées avant l'établissement du décompte général définitif du titulaire, deviennent des pénalités.

Retards en réunions

En cas de retard de plus de 15 minutes à une réunion de chantier ou OPC, la retenue suivante peut être appliquée :

- 100 € par représentant et par réunion.

Absence en réunion (pénalité)

En cas d'absence physique et non valablement excusée à l'avance d'un représentant qualifié d'une entreprise convoquée à une réunion ou visite de chantier, la retenue suivante peut être appliquée :

- 300 € par représentant et par réunion de chantier, HQE ou d'OPC,
- 1000 € par représentant et par réunion d'étude, de maîtrise d'ouvrage ou de C.H.S.C.T.

Cette retenue est également applicable pour absence non excusée d'un sous-traitant à une réunion à laquelle il aurait été convoqué. Tout retard non justifié ou départ intempestif d'une réunion est considéré comme absence

Mauvaise tenue au rendez-vous de chantier

En cas de comportement perturbateur ou inapproprié lors d'une réunion ou utilisation de téléphone portable, la retenue suivante peut être appliquée :

- 300 € par représentant et par perturbation.

En cas de récidive la maîtrise d'œuvre peut demander au titulaire l'exclusion provisoire ou définitive d'une personne placée sous sa responsabilité de toute intervention sur le chantier.

Retard dans la fourniture de documents

En cas de retard ou remise de documents physique ou numérique exigibles ou expressément demandés (plan, note de calcul, notice, planning, document administratif, analyse, PAQ, autocontrôles, essais, bordereau...) ou de documents non mis à jour, incomplets ou non exploitables, la retenue suivante peut être appliquée :

- 500 € par jour et par document (ou par tranche de 10Mo) pour un retard entre un et dix jours.
- 700 € par jour et par document (ou par tranche de 10Mo) à partir du onzième jour de retard.

En cas de retard ou remise de PEO (Plans d'Exécution d'Ouvrages) incomplets ou non exploitables, la retenue suivante peut être appliquée :

- 500 € par jour et par plan pour un retard entre un et dix jours.
- 700 € par jour et par plan à partir du onzième jour de retard.

Retard de prototype et d'échantillon

En cas de retard dans la présentation d'échantillon, de prototype complet de construction, de local témoin, la retenue suivante peut être appliquée jusqu'à la réunion de chantier permettant une présentation à la maîtrise d'œuvre:

- 2.000 € par jour pour les échantillons,
- 6.000 € par jour pour les prototypes et cellule témoins.

Retard de tâches

Un retard concernant la réalisation d'une tâche qui aurait été préalablement demandée par la maîtrise d'œuvre, le C.S.P.S. ou l'OPC avec l'établissement d'un délai ou d'une échéance dans les formes convenues, peut faire l'objet de la retenue suivante :

- 2.000 € par sujet et par jour.

Tâche sans autorisation

Pour toutes tâches réalisées sans autorisation – hors marché ou hors visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle – et celles réalisées dans des délais non prévus et préjudiciables à la bonne réalisation des ouvrages, la retenue suivante peut être appliquée sans présager l'application d'autres mesures correctives :

- 20% de la valeur de la tâche réalisée.

Retard sur un jalon du calendrier

Un retard concernant la réalisation d'un délai partiel faisant l'objet d'un jalon identifié dans le calendrier contractuel peut faire l'objet de la retenue suivante :

- 1/3000 du montant HT, par jour.

Cette retenue est par jalon et cumulable.

Mauvaise utilisation des systèmes d'informations

En cas de mauvaise utilisation volontaire, abus ou absence d'utilisation des systèmes d'informations et de communication, transmission abusive de documents ou regroupement excessif de la transmission de documents, la retenue suivante peut être appliquée:

- 1.000 € par infraction.

Mauvais état de chantier ou non-respect des règles de sécurité

En cas de non-respect en matière de règles d'hygiène, de sécurité, de propreté de chantier, ou de gestion des déchets, la retenue suivante peut être appliquée:

- 2.000 € par jour.

Infractions environnementales (pénalités)

En cas de non-respect en matière environnementale, deux types de retenues peuvent être appliquées:

Retenue de niveau 1 (150 € par infraction et par jour) :

- Non-respect des emplacements et zones prévues,
- Matériel de chantier non conforme aux objectifs environnementaux,
- Brûlage sur chantier.

Retenue de niveau 2 (350 € par infraction et par jour) :

- Utilisation du polystyrène pour les réservations,
- Absence de rétention (pour stockage de produits dangereux, aire de lavage, ...),
- Non-respect des obligations de nettoyage des véhicules,
- Présence de déchet dans des lieux non appropriés.

Non-observation d'un ordre de service ou d'une mise en demeure

En cas de non-respect constaté d'une prescription contractuelle ou de l'absence de réalisation dans les délais prescrits (par défaut sous cinq jours) d'une mise en demeure, la retenue suivante peut être appliquée :

- 6 000 € par jour.

7.3 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, par simple constatation de la maîtrise d'œuvre sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire est plafonné à 8%.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. De plus elles ne sont pas restituables.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

a) Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Principe du contradictoire Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable

Retard sur les délais globaux des phases

Retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié : le titulaire encourt une pénalité journalière de 1/3000 du montant hors taxe de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée conformément à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.

Ces pénalités sont applicables sur la situation mensuelle suivant le mois constatant le non-respect de chaque date de fin de phase.

Pénalité de retard sur les délais après réception

Il est appliqué une pénalité par jour de 1/20.000 du montant hors taxe du marché en cas de retard sur le délai d'exécution des obligations contractuelles suivantes :

- levée des réserves,
- levée des désordres signalés pendant la garantie de parfait achèvement.

b) Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard.

c) Pénalités liées à la remise des documents

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents ou d'échantillons en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **1000 €** euros par jour calendaire de retard.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une **retenue** de **1000 €** euros par jour calendaire de retard.

d) Pénalités sur la qualité du respect de la charte graphique CHU

En cas de fourniture d'un document DOE qui ne respecte pas la charte graphique du MOA il sera applicable une pénalité de 500€ par document.

e) Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au titulaire, le maître d'ouvrage se réserve la

possibilité de faire application d'une pénalité de **2000 €** par jour calendaire de retard à compter de **l'émission du rapport ou mail du CSPS**.

f) Pénalités liées aux considérations sociales

Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion

Pour les lots 1, 3, 4 et 5 en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion professionnelle des publics en difficulté imputable au titulaire, il est appliqué une pénalité prévue à l'article 7 de l'annexe de l'acte d'engagement relative à la clause sociale d'insertion « Heures d'insertion ».

Pour les lots 2, 6, 7, 8, 9 et 10 en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion professionnelle des publics en difficulté imputable au titulaire, il est appliqué une pénalité prévue à l'article 6 de l'annexe de l'acte d'engagement relative à la clause sociale d'insertion

f) Autres pénalités

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître d'ouvrage dans les **10 jours** il sera appliqué une **pénalité** de 2000 € jusqu'à la production des pièces.

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission des attestations de régularité fiscales et sociales

En cas de retard de production des attestations de régularité fiscales et sociales au maître d'ouvrage dans les **10 jours** il sera appliqué une **pénalité** de 2000 € jusqu'à la production des pièces.

g) Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 8% et les pénalités sont libératoires.

h) Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

8. GARANTIES

8.1 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

a) Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser **15 jours calendaires** après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans **les 2 jours calendaires** suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le processus de suivi du « parfait achèvement » tel que décrit ci-après est mis en place :

Dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre prend l'initiative de la mise en place du « cahier de parfait achèvement ».

Dès sa mise en place, ce cahier est tenu à disposition du maître d'œuvre par un responsable nommément désigné par le maître d'ouvrage.

A intervalles réguliers, dont la durée ne saurait excéder deux semaines, le maître d'œuvre effectue une « visite de contrôle d'achèvement » au cours de laquelle il :

- prend connaissance du contenu du cahier de parfait achèvement,
- s'assure que les désordres de dysfonctionnement constatés depuis sa précédente visite de contrôle d'achèvement relèvent bien du domaine d'application des garanties contractuelles,
- invite les entrepreneurs à effectuer les travaux ou reprises nécessaires,
- signale au maître d'ouvrage les désordres qui ne relèvent pas du domaine d'application des garanties contractuelles (désordres liés aux effets de l'usage en particulier),
- accepte ou refuse les travaux ou reprises effectuées depuis sa précédente visite de contrôle d'achèvement.

Deux mois au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une « visite de parfait achèvement ».

Au cours de cette visite qui réunit le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement et qui n'auraient pas reçu de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés sur ce cahier. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre notifie le procès-verbal de la visite de fin de parfait achèvement aux entreprises concernées et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum qui ne peut être inférieur à 15 Jours et ne peut être supérieur au délai restant à courir jusqu'à l'expiration du délai de garantie diminué de 15 jours.

Si besoin, sur proposition du maître d'œuvre, une décision de mise en demeure est notifiée à chaque entrepreneur concerné.

Si l'entrepreneur n'a pas déféré à l'invitation du maître d'œuvre ou (et) à la mise en demeure du maître d'ouvrage dans le délai prescrit, le maître d'œuvre le convoque en vue d'une constatation de non achèvement des ouvrages.

La constatation de non achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par l'entrepreneur ; si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention.

La procédure de constatation de non achèvement doit être organisée par le maître d'œuvre au plus tard dix jours avant la fin du délai de garantie.

b) Garanties particulières

- **garantie décennale**

Voir article "assurance de responsabilité civile décennale".

- **Garantie de bon fonctionnement**

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient

nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours et ne réalise pas les prestations nécessaires dans ce délai, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

- **Autres - Garantie particulière de fonctionnement des bras médicaux**

Les dispositions présentes dérogent aux règles particulières du présent CCAP en ce qu'elles remplacent, pour le lot 8 REA8 – Bras médicaux, les règles applicables aux autres lots en ce qui concerne les garanties.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

Le titulaire garantit le Maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des bras médicaux pendant un délai de 3 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître de l'ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de 48 heures à compter de l'appel du Maître d'ouvrage, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception en application des critères et dans les termes définis dans les documents du marché.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 24 heures à compter de l'ordre d'intervention.

Le titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

8.2 Responsabilité et assurances

a) Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

b) Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

Il pourra être admis à l'intérieur des 10.000.000 € par sinistre et par an les sous-limites suivantes:

- dommages matériels et immatériels consécutifs : 7.000.000 € par sinistre et par an, y compris les dommages aux biens du maître d'ouvrage (existants et contenu notamment) ;
- dommages immatériels non consécutifs : 3.000.000 € par sinistre et par an ;

- dommages environnementaux : 1.500.000 € par sinistre et par an.

c) Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil. L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est supérieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Cette attestation est valable sous réserve de la justification de la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale.

Elle comporte :

- le montant maximum des chantiers pour lesquels le titulaire est autorisé à intervenir, lequel ne devra pas être inférieur au coût total des travaux/honoraires hors taxes tel que déclaré par le maître d'ouvrage.
- un montant de garantie à hauteur d'euros par sinistre, selon les lots ci-dessous :
 - Lot 1 GC1 – Génie civil : 10 000 000 Euros
 - Lot 2 DEM2 – Démolitions : Curage - Désamiantage - Démolition construction : 6 000 000 Euros

- Lot 3 VRD3 - Voirie et Réseau Divers : 6 000 000 Euros
- Lot 4 CVC4 - Chauffage, ventilation et climatisation : 6 000 000 Euros
- Lot 5 ELEC5 – Electricités : 6 000 000 Euros
- Lot 6 ASC6 – Appareils Elévateurs: 6 000 000 Euros
- Lot 7 PAI7 – Portes automatiques intérieures: 6 000 000 Euros
- Lot 8 REA8 – Bras médicaux: 6 000 000 Euros
- Lot 9 PNE9 – Réseau pneumatique: 6 000 000 Euros
- Lot 10 FLU10 – Fluides médicaux : 6 000 000 Euros

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4 du Code civil.

Le maître d'ouvrage contractera une assurance « **Dommages-ouvrages** ».

d) Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

9. RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG visé par le marché, le marché peut être résilié dans les conditions suivantes :

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché pourra être, sur proposition du maître d'œuvre, résilié aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10. DIFFERENDS ET LITIGES

10.1 Différends

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le maître d'ouvrage et le titulaire doivent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique avant tout recours juridictionnel.

10.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1
Tél : 04 73 14 61 00
Télécopie : 04 73 14 61 22
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

11. ANNEXES

Annexe 1 – Document 103002CATNAD - Liste des pièces constitutives du marché

Annexe 2 – Document 103003CATNAD - Règles de constitution des dossiers de réponse et de nommage des pièces marche

Annexe 3 - Document 103004CATNAD - Convention d'interchange relative au service d'échange électronique de Gestion Financière des Marchés

12. Dérogations

Les dérogations étant explicites dans les articles ci-avant et par dérogation à l'article 51 il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG de référence.